



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure la SCEA DES CEDRES
pour son élevage situé au lieu-dit « Le Chesnot » à BRÉAL-SOUS-MONTFORT**

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 10 octobre 2024, portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n°s 2102 et 3660 (élevage de porcs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le 7^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu la lettre d'instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 40910-1 du 15 avril 2013 modifié le 30 août 2021, autorisant la SCEA DU CHESNOT à exploiter un élevage porcin composé de 666 porcs reproducteurs, 2000 porcelets post-sevrage et 2580 autres porcs soit 4978 animaux équivalents situé au lieu-dit « Le Chesnot » à BRÉAL-SOUS-MONTFORT ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 44771 du 09 décembre 2022, par lequel la SCEA DES CEDRES déclare avoir succédé à la SCEA DU CHESNOT, dans l'exploitation de l'installation susvisée ;

Vu le courrier du 05 décembre 2024, par lequel le rapport d'inspection a été transmis à la SCEA DES CEDRES par l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement, en l'invitant à faire part au préfet d'Ille-et-Vilaine de ses éventuelles observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le rapport d'inspection du service d'inspection des installations classées transmis au préfet d'Ille-et-Vilaine le 17 décembre 2024 ;

Vu le courrier du 29 janvier 2025 par lequel la SCEA DES CEDRES a été invitée à présenter ses observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 31 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT :

- que l'exploitant a arrêté l'atelier de porcs à l'engrais ;
- que les effectifs n'ont pas été mis à jour pour l'activité de naissage ;
- que l'exploitant n'a pas notifié au préfet les modifications de son plan d'épandage ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de fait et de droit sus-énoncés, la SCEA DES CEDRES exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre elle remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la SCEA DES CEDRES n'a formulé aucune observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1 : Objet de l'arrêté

La SCEA DES CEDRES, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de porcs situé au lieu-dit « Le Chesnot » à BRÉAL-SOUS-MONTFORT est mis en demeure, comme le prévoient les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 et de l'arrêté préfectoral n° 40910-1 du 15 avril 2013 modifié le 30 août 2021 susvisé, à compter de la notification de cet arrêté :

- dans un délai de 4 mois, de déposer un dossier de régularisation de ses effectifs et de mise à jour de son plan d'épandage.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et les inspecteurs de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA DES CEDRES et dont une copie sera adressée au maire de BRÉAL-SOUS-MONTFORT.

Fait à Rennes, le **26 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY